Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 26/03/2024 Publication : 26/03/2024

VILLE DE DIJON

Nous, Maire de la Ville de Dijon

VU:

- Le Code de la Commande Publique, et notamment ses articles R.2185-1 et R.2185-2 relatif aux marchés publics,
- La délibération en date du 20 mars 2023 portant délégation de pouvoirs du conseil municipal au Maire à l'effet d'accomplir certains actes de gestion en vue d'en accélérer l'exécution ;
- L'avis d'appel public à la concurrence n° 2023VDAO1642 publié au BOAMP le 22/12/23 et au JOUE le 22/12/23, avec mise en ligne sur le profil acheteur AWS le 21/12/23.

ARRETONS:

ARTICLE 1er:

Le marché passé en appel d'offres ouvert, conformément à l'article R2124-2 1° du Code de la Commande Publique, ayant pour objet « Travaux de rénovation et extension de la maison des associations » est déclaré sans suite pour une partie de ses lots.

Les lots 6 (Revêtements de façades), 11 (Carrelage faïence) et 15 (Électricité - courants forts/courants faibles) sont déclarés sans suite pour le motif d'intérêt général lié à la redéfinition du besoin.

ARTICLE 2:

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la Ville de Dijon.

ARTICLE 3:

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <u>www.telerecours.fr</u>.

ARTICLE 4:

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Directeur Général des Services chargé de son exécution.